

« Si être moderne, c'est accepter le recul des acquis sociaux, alors je ne le suis pas »

Sans concertation avec le gouvernement, les grèves se poursuivront cette semaine et jusqu'en octobre

Rencontre, loin des coups de sifflet et des slogans des manifestants, avec Marc Goblet. Interview au calme avant une semaine qui s'annonce infernale sur le plan syndical.

➤ On annonce une grève demain dans tous les secteurs, mais d'autres services publics sont déjà à l'arrêt et pour plusieurs jours. Y a-t-il une fierté de se dire que la Wallonie est bloquée ?

Il faut préciser qu'il n'y a pas de mot d'ordre de grève générale. Le 31 est jour de grève mais pour les autres jours, les secteurs décident en fonction des problèmes auxquels ils sont confrontés. Pour la question de la différence nord-sud, nous défendons l'unité fédérale. Mais il y a des sensibilités et difficultés différentes selon les régions. Mais on ne va pas déduire qu'il y a une rupture entre les travailleurs flamands et wallons. Le gouvernement veut faire en sorte de diviser le front commun ou sur le plan communautaire pour affaiblir les syndicats. Des grèves sont encore prévues les 24 juin, 29 septembre et 7 octobre, jour du 2^e anniversaire du gouvernement.

➤ Parlant du gouvernement, vous avez dit que le but est de le faire tomber. Est-ce le rôle d'un syndicat ?

Il y a une nuance. Après la grève du 15 juin, on a été réunis par le Kern au niveau des interlocuteurs sociaux. Ils nous ont donné une feuille de route avec des sujets sur lesquels on peut négocier. On a vérifié que même quand on faisait des accords unanimes entre patrons et syndicats, ils étaient modifiés sur pression de la N-VA et du VLD. Ça effrite la confiance... La déclaration que j'ai faite est que si le gouvernement ne change pas son attitude - s'il reste dans la logique de faire porter les efforts sur les travailleurs, avec ou sans emploi et j'inclus aussi les indépendants, et de continuer à protéger les fraudeurs, les spéculateurs et

ceux qui créent des offshore -, ça ne peut pas aller. S'il n'ouvre pas une concertation pour des accords équilibrés, il n'y a pas d'alternative pour le gouvernement que de s'en aller. Je n'ai pas appelé à ce que le gouvernement tombe.

➤ Mais vous n'y adhérez pas...

La vision de ce gouvernement dirigé par la N-VA est de dire qu'on n'a pas besoin des syndicats - alors qu'on représente 3 millions d'affiliés - ni des mutuelles. C'est ce qu'on trouve dans les pays totalitaires. On ne prend pas en compte les vrais problèmes des gens. On voit quand on va faire ses courses ce que coûte un caddie. Moi, je vais faire les courses avec mon épouse, je sais la valeur des choses. J'ai l'impression qu'ils sont hors des réalités, il faut qu'ils descendent de leur tour d'ivoire. On ne s'oppose pas à toutes les réformes, mais on voudrait bien être écouté car on a des alternatives.

➤ Les grèves à la SNCB ont fait monter la colère des usagers, surtout celle des étudiants en examen. N'est-ce pas contre-productif ?

La difficulté quand nous définissons un plan d'action est de trouver le moment le plus approprié. Si on devait trouver le moment qui ne dérange personne, on ne le ferait jamais.

➤ Aux étudiants qui ont raté leurs examens, vous dites...

Je le regrette mais je n'arrive pas à imaginer qu'ils ne sachent jamais trouver une alternative. Moi, je demande qu'on se rende compte où on nous conduit. On est en train de faire des reculs sociaux comme on n'en a plus connu depuis des années. On fête cette année les 80 ans du front populaire qui a instauré les congés payés, la semaine de 40 heures, etc. Aujourd'hui, on détricote tout ça, on nous ramène un siècle en arrière. Le combat que nous menons est un combat pour les générations actuelles et futures. J'ai une petite-fille, je n'ai pas envie qu'elle retombe dans une société comme au début du siècle. Je

veux qu'elle vive dans un pays avec des services publics de qualité, une protection sociale, et une volonté de concertation. Ce qui arrive aux travailleurs à qui on annonce la suppression de trois jours de congé, peut arriver demain à n'importe

quel autre. À ce moment-là aussi ils appelleront à la solidarité. Nous serons toujours derrière les travailleurs. Je sais la fonction que j'occupe, que je ne me trompe pas de cible et que je ne suis pas là pour donner l'impression d'être quelqu'un de moderne. Si être moderne, c'est accepter les reculs sociaux, alors, je préfère ne pas l'être.

➤ Les trajets privés vers l'université, vous en pensez...

Les travailleurs en grève ne vont pas accepter que d'autres fassent le travail à leur place car c'est mettre à rien la grève. Ça fait partie de l'action de faire en sorte que ça touche l'économie et dérange. C'est le seul moyen de faire prendre conscience aux dirigeants qu'ils doivent changer d'attitude. Ce qui est dommage, c'est que notre société va de plus en plus vers l'individualisme. On a perdu le sens de la solidarité tant qu'on n'est pas directement concerné.

➤ L'agression du commissaire Vandermissen par un militant FGVB, le blocage autoroutier à Cheratte: ce sont aussi des dommages collatéraux ?

Non, non, non. Je n'accepte pas qu'on fasse le lien. Le 19 octobre, on n'a pas appelé à bloquer l'autoroute, qui l'est tous les jours à cause du chantier... Mais, parfois, la révolte sociale est telle que les travailleurs vont plus loin. Le militant à l'origine de l'incident après la manif a été exclu de la FGVB. On n'accepte pas les actes de violence, et encore moins gratuits. Je suis toujours du côté des travailleurs et jamais je ne les condamnerais pour autant qu'il n'y ait pas d'actes contre les personnes, car je peux comprendre leur révolte. Notre intérêt est d'avoir une manifestation qui se déroule de la manière la plus

correcte possible. Des appels à

affronter la police, ça n'a jamais existé. Quoiqu'on fasse, il y a toujours des critiques, mais on est blindé assez pour assumer.

➤ La grève dans les prisons, on est dans l'impasse ?

Ils sont allés à onze réunions pour dégager des solutions. Je veux éviter qu'on en fasse un problème communautaire, mais il y a une réalité. Les prisons en Wallonie sont plus vieilles. Ils ont constaté qu'ils étaient en sous-effectifs et ne savent plus assurer correctement leur mission à l'égard des détenus pour assurer leur dignité. On leur dit qu'il n'y aura pas de nouveaux agents avant 2017. Faut arrêter de prendre les travailleurs pour des ignares : ils vivent la réalité ! Vouloir toujours les rabaisser, ce n'est pas une façon intelligente d'ouvrir le débat. On a jamais vécu une situation telle que celle-là. ●

YSALINE FETTWEIS

Ses cotes

> Marie-Hélène Ska
Secrétaire générale à la CSC
8/10

« On ne partage par toujours la même conception sur l'approche des négociations et actions mais on collabore bien ensemble. »

> Charles Michel
Premier ministre (MR)
3/10

« S'il pouvait jouer son rôle de Premier ministre et pas être seulement à la solde de la N-VA, ça permettrait de résoudre les problèmes sociaux. Son entêtement est regrettable. »

> Koen Geens
Ministre de la Justice (CD&V)
3/10

« Il fait celui qui veut comprendre tout le monde, mais dans les faits, il n'a pas de marge de manœuvre. »

> François Bellot
Ministre de la Mobilité (MR)
5/10

« ... d'encouragement parce qu'il n'est pas là depuis longtemps mais j'ai déjà constaté qu'il n'est pas différent des autres. On attendait quelque chose de mieux de quelqu'un qui se disait spécialiste des chemins de fer. » ●